



## Déclaration préalable du CTPA du 22 octobre 2009

Madame le Recteur,

Pour la sixième année consécutive, la rentrée a été marquée par une forte baisse des moyens d'enseignement dans notre académie, qui a perdu 12 % de ses emplois dans le second degré depuis 2003.

Dans ces conditions, c'est dans tous les domaines que les conditions d'exercice se sont dégradées avec en particulier l'augmentation des effectifs des classes et les difficultés sur le remplacement.

**Dans le premier degré**, l'académie a perdu des postes au titre des RASED et des mises à disposition alors que la diminution des recrutements se poursuit. La dotation en postes est bien insuffisante pour simplement accompagner l'évolution des effectifs. La scolarisation des moins de 3 ans, la prise en charge des élèves en difficultés lourdes et durables, le remplacement, les missions de soutien à l'école publique menées par les associations complémentaires de l'école, vont faire les frais de ces choix politiques et budgétaires.

**Pour le second degré**, les collègues déplorent le poids des HSA et des services en postes partagés, tandis que dans les établissements, les prétendus choix à opérer par les C.a. sont réduits à néant par des DHG trop étriquées.

Et le pire est à venir : la réduction drastique des postes de TZR rend problématique le remplacement. D'ores et déjà, le recours à la précarité semble massif. Pour ces collègues, malgré l'ouverture obtenue par la FSU de toutes les sections des concours internes, l'avenir reste incertain, tributaire du nombre des postes qui seront offerts au concours.

**Dans les services académiques**, les réorganisations devant permettre les suppressions de postes administratifs ont été mises en œuvre et, partout, les conditions de travail se dégradent, les pressions sur les collègues s'intensifient.

Ces choix budgétaires, qui consistent à faire financer les déficits provoqués par les cadeaux aux plus riches par une casse du service public, facteur d'égalité, vont perdurer dans le projet de loi de finance 2010. 16 000 nouvelles suppressions de postes dans l'éducation nationale vont s'ajouter aux 13 500 de la rentrée 2009. Ces suppressions se déclinent nationalement de la manière suivante : dans le premier degré, moins 2300 ETPT, dans le second degré : moins 2196 ETPT et dans les services administratifs centraux et académiques : - 813 emplois dont 600 suppressions sèches, au moins 200 pour financer sans doute la création de postes infirmiers ô combien nécessaire.

Pour ce qui est de la revalorisation du métier d'enseignant, la FSU dénonce la véritable provocation qu'ont constituée les annonces du Ministre de l'Éducation

Nationale lors du dernier CTPM. Ni la création d'un grade supplémentaire, alors que les conditions d'accès à la hors classe restent soumises à l'arbitraire et sont contestées par la profession, ni l'aumône d'une centaine d'euros pendant quelques mois en début de carrière, ne peuvent constituer une réelle revalorisation.

La FSU réclame une vraie progression du pouvoir d'achat de tous les personnels, et le réclame aussi pour ce qui relève de votre responsabilité. Nous demandons l'ouverture de négociations académiques sur le traitement des personnels non-titulaires, payés au plus bas de la fourchette nationale, sans perspective d'évolution, pas même pour les agents en CDI, contrairement à ce qui se pratique dans nombre d'académies.

Au-delà de la situation des personnels et des conditions d'études des jeunes, c'est le service public lui-même qui est en danger.

Si les annonces du Président de la République sur le lycée montrent que le pouvoir a renoncé à des logiques contestées par les collègues, elles montrent aussi que rien ne pourra s'améliorer au lycée sans moyens supplémentaires.

L'avenir des jeunes est à ce prix. De ce point de vue, la FSU dénonce les projets et mesures prises visant à faire disparaître le service public d'orientation dans l'éducation nationale, assuré par des personnels formés, qualifiés comme psychologues, et dont l'activité, éducative, est centrée sur le jeune, sur son projet, et non sur l'offre et la demande, qui sont d'ailleurs forts variables.

Ce n'est pas dans le cadre du budget 2010 que des améliorations pourront être envisagées. C'est pourquoi la FSU appelle les personnels à l'action le mardi 24 novembre 2009.